

RDC

Sécurité, Armée...

[\(RDC_1\)](#) *Belga – 24/10*

L'armée belge devrait assurer dans le courant de 2013 la formation d'un troisième bataillon de l'armée gouvernementale congolaise, conformément à une demande pressante de Kinshasa, a-t-on appris mercredi de sources concordantes. Le dossier de la formation du 323ème bataillon est "en pleine préparation" au sein de l'état-major de la Défense, avec la perspective d'une présentation rapide au Conseil des ministres, ont indiqué ces sources à l'agence BELGA, au lendemain d'une visite en Belgique du Premier ministre congolais Augustin Matata Ponyo Mapon.

Il s'agit notamment d'encadrer la formation d'un troisième bataillon des Unités de réaction rapide (URR) de l'armée congolaise, après les deux bataillons déjà formés - le 321ème, en 2008 et 2009, puis le 322ème en 2011-2012, deux unités d'élite congolaises déployées depuis plusieurs mois au Nord-Kivu. La Belgique devrait également assurer la formation de l'état-major d'une brigade chapeautant les trois bataillons.

Le ministre de la Défense, Pieter De Crem, qui a rencontré lundi M. Matata, lors de son passage par Bruxelles, s'est engagé à présenter le dossier prochainement au Conseil des ministres, dont l'aval est requis dès lors qu'il s'agit d'envoyer des militaires belges en mission à l'étranger, selon son entourage.

- Kivu

[\(RDC_2\)](#) *Radio Okapi – 20/10*

Un nouveau mouvement politico-militaire dénommé « Union pour la Réhabilitation de la Démocratie au Congo » (URDC) est né dans le territoire de Beni au Nord Kivu. Les responsables de l'URDC ont annoncé sa création ce samedi 20 octobre. Ceux-ci sont des officiers de l'ex-APC, une ancienne branche armée du RCD-KML. Ces officiers déserteurs disent revendiquer la réhabilitation de la démocratie en RDC. Les responsables militaires du Nord-Kivu pensent qu'il s'agit d'une aventure militaire.

Le coordonnateur et porte-parole militaire de l'URDC, le Colonel Jaques Tahanga Nyolo, officier déserteur de l'armée congolaise, issu de l'APC, ancienne branche armée du RCD-KML a annoncé la création de ce nouveau groupe armé. Il a affirmé que son mouvement politico-militaire est basé dans les montagnes de Ruwenzori et Graben dans le territoire de Beni dans la province du Nord-Kivu. Et que son mouvement revendique la réhabilitation de la démocratie et de la vérité des urnes en RDC. Selon lui, l'URDC revendique également l'amélioration du social des militaires et du peuple congolais. Dans sa déclaration, Jacques Tahanga Nyolo a reconnu le contact entre l'URDC et la rébellion du M23. Jacques Tahango Nyolo a précisé que le général autoproclamé, Hilaire Kombi est le commandant des opérations de ce mouvement politico-militaire.

Les responsables militaires au Nord Kivu pensent que la création de ce mouvement est une brève aventure. Le porte-parole de la 8ème région militaire, le Colonel Olivier Amuli, a

ajouté que ce mouvement politico-militaire n'est qu'une bande des déserteurs. L'armée est prête à défier cette nouvelle rébellion, dit-il.

(RDC_3) AFP – 21/10

Le bras armé du Mouvement du 23 mars (M23) qui opère depuis mai dans l'est de la RDC a été rebaptisé Armée révolutionnaire du Congo, et ce groupe promet de riposter à toute attaque des forces loyalistes. "L'armée du M23 (...) est désormais appelée l'Armée révolutionnaire du Congo (ARC)" et le colonel Sultani Makenga passe de commandant à "général de brigade" du groupe armé, annonce un résumé de la conférence de presse, samedi, de Jean-Marie Runiga, président du M23.

M. Runiga s'est exprimé depuis Bunagana, à la frontière avec l'Ouganda, dont il revient tout juste. Il y avait exposé ses doléances au président ougandais Yoweri Museveni, médiateur de la crise, et regretté que les négociations soient restées "indirectes" avec les représentants du pouvoir congolais. Mais samedi, d'après le résumé, il a dénoncé que les pourparlers visaient à "tromper la vigilance du M23 en lui faisant croire à une possible négociation, pendant que Kinshasa réorganisait son armée défaite par le M23 en y incorporant des nouvelles unités" composées de divers groupes armés locaux et étrangers.

Il est notamment évoqué une collaboration avec les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), une rébellion hutu qui commet des exactions dans l'est de la RDC et dont certains membres sont recherchés par Kigali pour leur participation au génocide contre les Tutsi de 1994 au Rwanda.

"Nous assistons au renforcement des positions militaires des FARDC sur la ligne de front où les FDLR et les FARDC se préparent à ce qu'ils appellent l'assaut final contre nos positions", a affirmé Jean-Marie Runiga, cité dans le résumé. "Nous demandons au gouvernement de cesser toute velléité belliciste et revenir sur la table des négociations. Dans le cas contraire, le M23 se défendra", a-t-il menacé, alors qu'une force neutre doit être déployée d'ici décembre pour combattre les groupes "négatifs", dont le M23 et les FDLR.

Lire aussi sous :

<http://afrikarabia2.blogs.courrierinternational.com/archive/2012/10/23/rdc-le-m23-elargit-ses-alliances-militaires.html>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/23/mutation-du-m23-larc-lambert-mende-appelle-le-rwanda-cesser-de-sagiter-au-congo/>

(RDC_4) AFP – 21/10

"Des femmes et des filles sont violées par le M23. Ils pillent nos chèvres ou nos biens dans nos maisons", se plaint un habitant de Rugari, une ville de la province du Nord Kivu. Avant la rentrée, début septembre, le M23 avait encouragé les parents à scolariser leurs enfants et, après une reprise timide, on observe désormais un peu partout des jeunes en uniforme bleu et blanc qui vont ou viennent de l'école, cartable ou dos, et jouant parfois en cours de route. Mais l'habitant de Rugari, qui comme beaucoup, ne donne pas son nom, n'est pas rassuré. "J'accompagne ma fille au camp de Kanyarucinya, où restent ma femme et mes autres enfants: même des petites filles sont violées", affirme-t-il en charriant deux gros sacs de charbon sur un vélo, avec l'aide d'un proche et de sa fille. "Chez moi, il n'y a pas beaucoup de viols. Mais à Rugari, il y a des viols de femmes à grande échelle", renchérit un habitant d'une localité

proche. Il ne précise pas directement qui, d'après lui, en sont les auteurs, mais il soupçonne le M23.

Dans la capitale régionale du Nord-Kivu, Goma, Justin Paluku, gynécologue-obstétricien à l'hôpital Heal Africa, a estimé récemment que 5.000 femmes avaient été violées depuis le début de l'année, et que cette hausse "dramatique" était due au regain d'instabilité qui a suivi la création du M23. Outre les viols, le M23 est accusé de recrutement d'enfants soldats et d'exécutions sommaires par l'ONG Human Rights Watch. Reporters sans Frontières et Journaliste en Danger s'inquiètent par ailleurs du "climat d'insécurité" dans lequel les journalistes locaux font leur travail.

Le président du M23 Jean-Marie Runiga réfute les accusations: "Jusqu'à-là, il n'y a pas d'exactions" et si jamais elles arrivaient les responsables seraient "jugés et condamnés", dit-il. Il a aussi promis de sanctionner ses hommes qui menaceraient des journalistes. Face aux feux des critiques, le M23 tente de donner des gages de confiance. À Rutshuru-centre, des panneaux neufs siglés "M23" annoncent: "Luttons contre la corruption", en français, anglais, swahili et kinyarwanda. Des taxes et impôts assimilés à des "tracasseries" ont été supprimés, mais un système de péage a été instauré. "C'est 5 dollars pour un minibus, 20 pour les camions, et cela peut aller jusqu'à 50 pour les très gros camions", explique Benjamin Mbonimpa, l'administrateur du territoire désigné en juillet par le M23.

Dans les rues de Rutshuru, l'ambiance paraît calme. "On ne voit absolument rien de mal concernant le M23, mais les gens ont peur à cause de tout ce qui s'est passé... Ils n'ont pas confiance", dit à voix basse un commerçant de la ville, qui affirme n'avoir jamais entendu parler de viols.

Calme aussi à Bunagana, un important poste-frontière avec l'Ouganda, qui a été le théâtre d'après combats. La vie tourne au ralenti, comme à Rutshuru et d'autres zones conquises par le M23. "C'est la crise! Il n'y a plus rien comme avant!", se plaint une restauratrice. "Les gens ne sont pas tous revenus, ajoute-elle. Beaucoup continuent à traverser en Ouganda pour passer la nuit. Moi-même, je dors là-bas parce qu'ici on n'a pas de garantie sécuritaire et que je n'aime pas rester là quand les rebelles sont ici."

Lire aussi sous :

<http://www.jeuneafrique.com/actu/20121022T083936Z20121022T083933Z/>

<http://www.voanews.com/content/drc-m23mrebels-under-pressure/1531681.html>

(RDC_5) Radio Okapi – 21/10

Les affrontements ont repris le soir du samedi 20 octobre sur l'axe Itebero-Walikale centre, dans le Nord-Kivu entre les Forces armées congolaises et les combattants Maï-Maï Raïa Mutomboki. Aucun bilan n'est donné pour l'instant, mais des sources locales déplorent diverses violations des droits de l'homme dont seraient responsables les deux parties en conflit. Toutes les activités socio-économiques sont paralysées dans ce secteur.

La reprise des affrontements a créé la panique parmi les habitants des localités situées sur l'axe Itebero-Walikale-centre. Selon des sources locales, ces combats ont lieu dans le village de Nyasi, à vingt-huit Km de la cité de Itebero, chef-lieu du secteur de Bakano.

Selon le porte-parole des FARDC, les Raïa Mutomboki tentent en vain, par des attaques sporadiques, à reprendre le contrôle de cet axe. Il affirme que les FARDC ont repoussé ces combattants, récupérant plusieurs armes entre leurs mains.

De leur côté, Carrefour pour la Justice, Développement et droits humains et CJDH, trois organisation membres de la société civile locale, déplorent de graves violations des droits de l'homme perpétrées par les deux parties engagés dans les combats.

(RDC_6) AFP – 22/10

Trois prêtres catholiques officiant dans l'est de la RDC, près de Beni, ont été enlevés vendredi soir par des hommes armés qui pourraient appartenir à une rébellion ougandaise, a annoncé lundi le groupe d'ONG Société civile du Nord-Kivu (SCNK).

Des recherches sont en cours pour tenter d'identifier les agresseurs et l'endroit où les trois prêtres, des assomptionnistes, sont détenus, a confirmé lundi l'évêché à Kinshasa. Ces religieux n'avaient pas été menacés et se trouvaient à Mbau dans le diocèse de Béni-Butembo depuis moins de trois mois, a précisé l'abbé Félicien Mwanama.

Le curé de la paroisse catholique Notre-Dame des Pauvres, Anselme Wasukundi, et les pères Jean Ndulani et Edmond Kisughu ont été enlevés vers 21h30 (22h30 HB). Le seul élément d'information était que leurs agresseurs étaient une "dizaine d'hommes armés, vêtus en treillis militaires", explique la SCNK dans un communiqué. Ces hommes "les ont ligotés, l'un après l'autre, exigeant de l'argent faute de quoi, disaient-ils, ils leur ôteraient la vie", précise le texte, qui ajoute que les assaillants ont vainement tenté de kidnapper un quatrième prêtre qui s'était barricadé.

"Pour le moment, la situation reste la même, c'est le statu quo. Les recherches se poursuivent et les paysans sont interrogés pour qu'ils donnent des informations mais, jusque-là, rien n'a filtré", a déclaré le président de la SCNK à Beni, Teddy Kataliko, à l'AFP. Il est resté prudent sur l'identité des hommes armés: "on soupçonnerait des éléments de l'ADF-Nalu, qui sont les plus actifs dans la région. C'est le seul mouvement qui est dangereux et qui a commencé à faire ce genre de kidnappings". "Les enlèvements, c'est une situation qui est devenue presque habituelle", a expliqué M. Kataliko. Selon lui, "la plupart des personnes ne sont pas libérées et certaines sont retrouvées mortes (...). Les autres sont prises en otage, peut-être utilisées à des travaux forcés en brousse. Il peut aussi y avoir des règlements de compte", a-t-il indiqué.

Une cinquantaine d'enlèvements auraient déjà été perpétrée, dont celui d'un médecin enlevé il y a un an et dont aucune nouvelle n'est parvenue.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/24/nord-kivu-les-pretres-enleves-mbau-sont-vivants-selon-la-societe-civile/>

(RDC_7) AFP – 22/10

Le Mouvement du 23 mars (M23) a menacé lundi dans une déclaration d'étendre son contrôle hors du Nord-Kivu, expliquant que la population l'a mandaté pour aller "plus loin" si Kinshasa refuse des négociations directes.

"Nous avons parlé des tergiversations de M. Kabila par rapport aux négociations, et la population a dit qu'elle veut à tout prix que nous puissions avancer, que nous puissions aller très loin", a dit Jean-Marie Runiga, président du M23, en tournée dans la zone sous contrôle de son mouvement. "Très loin, c'est apporter un changement dans le pays, changer le système qui a fait que la RDC ce qu'elle est aujourd'hui, un système qui a appauvri notre population. (...) Je ne pense pas qu'on puisse limiter les revendications du M23 à la seule province du Nord-Kivu", a-t-il renchéri, joint par téléphone depuis Kinshasa.

Ce responsable revient de Kampala, où le président ougandais Yoweri Museveni assure une médiation entre le pouvoir congolais et le M23 - Kinshasa refusant catégoriquement de négocier face à face avec la rébellion créée en mai et qui occupe une partie du territoire de Rutshuru, au Nord-Kivu.

"La population aujourd'hui nous a donné mandat, elle a dit que nous devrions avancer si Kinshasa continue à ne pas négocier directement. (...) Nous disons à Kinshasa de négocier le plus tôt possible, demain sera trop tard", a insisté Jean-Marie Runiga, soulignant que la crise actuelle était "congolo-congolaise".

(RDC_8) Radio Okapi – 24/10

Environ un millier d'anciens combattants issus du groupe Maï-Maï Nyatura vont bientôt intégrer l'armée congolaise. Ils ont été regroupés depuis quelques semaines au centre de Mushaki, situé à une quarantaine de kilomètres de Goma. En majorité composé des déserteurs des Forces armées de la RDC (FARDC), ce groupe est constitué d'anciens miliciens venus de Ngungu, Luke et Kalehe au Sud-Kivu.

Un officier de l'armée congolaise rencontré dans le camp affirme que cette opération d'intégration est supervisée par l'Etat-major général des FARDC soutenu par des sections spécialisées de la Monusco.

La semaine passée, la section Protection de l'enfant de la mission onusienne a extrait du groupe quarante-sept enfants. L'équipe onusienne chargée du désarmement et de la réinsertion vérifie la présence des probables combattants étrangers.

Ces ex-combattants sont actuellement regroupés en sections. L'officier rencontré dans le centre indique, sans préciser de date, que le premier régiment formé pourra sortir « incessamment » de ce lieu.

(RDC_9) Radio Okapi – 24/10

Une baisse significative d'incidents est enregistrée depuis l'opération conjointe de sécurisation menée par les FARDC, la police et de la Monusco dans l'Est de la RDC, a annoncé le porte-parole militaire de la Monusco, lieutenant-colonel Félix Prosper Basse, ce mercredi 24 octobre, au cours de la conférence hebdomadaire des Nations unies à Kinshasa. La sécurité y est bel et bien maîtrisée, a-t-il indiqué, quand bien même les éléments du M23 seraient à une quarantaine de kilomètres de la ville de Goma.

Lors de son intervention au cours de cette conférence de presse, le lieutenant-colonel Félix Prosper Basse a indiqué les casques bleus de la Monusco et les forces de sécurité de la RDC continuaient à protéger la ville de Goma pour sécuriser la population locale. « Depuis que

nous avons mis en place un poste de commandement opérationnel au niveau de la PNC (Police nationale congolaise) de Goma et qu'une coordination satisfaisante a été observée dans la conduite des patrouilles qui se font de jour et de nuit dans Goma, (...) il y a une paix significative », a-t-il affirmé.

Le lieutenant-colonel Basse a indiqué que des incidents (jets des grenades, assassinats...), enregistrés il y a trois ou quatre semaines, ont cessé : « Aujourd'hui, la sécurité est maîtrisée dans la ville de Goma par les FARDC, la PNC et la force de la Monusco qui travaillent en parfaite collaboration, au bénéfice de la population locale ».

Les FARDC soutenues par la Force de la Monusco maintiennent leurs positions de défense autour de Goma, afin de protéger la population locale contre d'éventuelles incursions des rebelles du M23. Ce dispositif sécuritaire fait suite au regain d'insécurité enregistré, fin septembre –début octobre dans cette ville.

Douze personnes avaient été tuées dans une série d'attaques nocturnes à Goma. Les autorités avaient accusé le M23 d'être derrière ces tueries.

(RDC_9_1) Radio Okapi – 25/10

Une patrouille mixte de l'Institut congolais pour la conservation de la nature et des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) est tombée dans une embuscade ce jeudi 25 octobre dans la matinée à Katshanga sur la côte ouest du Lac Edouard au Nord-Kivu. Le bilan de cette attaque est de trois morts et quatre blessés. L'embuscade aurait été tendue par des Maï-Maï alors que la patrouille était à la recherche des pêcheurs clandestins.

Selon la force navale, la patrouille était à la recherche des pêcheurs clandestins lorsqu'elle est tombée sur un groupe Maï-Maï des Patriotes résistants congolais (Pareco). Ceux-ci ont ouvert le feu sur la patrouille. Un militaire FARDC, un garde parc et un civil ont été tués sur le champ, indique la même source.

Les blessés, trois militaires FARDC et un civil ont été admis au centre de santé de référence de Vitshumbi, selon des sources médicales dans la région avant d'être acheminés à l'hôpital de référence de Kayina. Ces informations ont été confirmées par la force navale.

Pour les comités de pêcheurs de Vitshumbi, cette situation est consécutive à recrudescence de la pêche illicite entretenue par le Maï-Maï sur le Lac Edouard. De nombreux pêcheurs clandestins opèrent avec de filets à petite maille avec la bénédiction des Maï-Maï (Pareco) alors que ce matériel est prohibé car il permet de décimer un trop grand nombre de poissons.

Un officier de la force navale rappelle que des échanges de tirs ont eu lieu le mercredi 25 octobre entre la même patrouille conjointe ICCN-FARDC et les Maï-Maï. Selon lui, les unités de la force navale sont elles aussi régulièrement attaquées par les Maï-Maï. La précédente attaque remonte à trois jours.

(RDC_9_2) Belga – 25/10

Le docteur Denis Mukwege, un gynécologue congolais célèbre pour son action en faveur des victimes de violences sexuelles dans l'est de la RDC, a échappé jeudi à une attaque dans sa

résidence de Bukavu, le chef-lieu de la province du Sud-Kivu, qui a fait plusieurs morts, a annoncé le président d'un parti d'opposition.

Le Dr Mukwege venait d'arriver de Belgique, où il avait séjourné jusque mardi, et était accueilli par sa famille et ses enfants lorsque des "hommes armés" ont fait irruption, a précisé à l'agence BELGA le révérend Jean-Paul Moka Ngolo Mpati, un opposant évincé de la course à l'élection présidentielle du 28 novembre dernier en RDC. Selon lui, une sentinelle "a essayé de s'interposer face aux assassins". "Mais il y a tout de même des morts", alors que le Dr Mukwege est "sain et sauf", a-t-il ajouté.

La Mission des Nations unies pour la stabilisation du Congo (Monusco) est arrivée "très en retard" sur les lieux pour prendre des photos et commencer l'enquête, a poursuivi M. Moka, laissant entendre qu'il avait parlé au médecin au téléphone.

Lire aussi sous :

<http://www.levif.be/info/belga-politique/didier-reynders-appelle-a-reagir-a-l-attaque-contre-le-dr-mukwege/article-4000199443284.htm#>
<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/26/rdc-des-hommes-armes-attaquent-la-residence-du-docteur-mukwege-bukavu/>

- Katanga

(RDC_10) Radio Okapi – 20/10

Les autorités politiques, administratives et militaires de Mitwaba (Katanga) ont tenu un conseil de sécurité sur les opérations de désarmement des Maï-Maï dans ce territoire, ce samedi 20 octobre. Le désarmement de ces miliciens doit débiter le lundi 22 octobre prochain. Les autorités réunies en conseil de sécurité ont annoncé un rassemblement des forces vives de Mitwaba à la place du bureau du territoire le dimanche 21 octobre.

Un contingent béninois de la Monusco est installé à Mitwaba depuis deux jours pour le démarrage des opérations de ce désarmement. Une équipe mixte FARDC-Monusco organise des patrouilles nocturnes. Mais aucun responsable militaire n'a voulu expliquer les raisons de ces patrouilles. Le début de cette opération coïncide avec celui de la période culturelle. Les paysans craignent que ce désarmement perturbe leurs travaux champêtres.

Le territoire du Katanga est victime des exactions des groupes Maï-Maï depuis une année. Ces groupes armés ont sévi dans près de dix localités qui ont été pillées et incendiées. Plusieurs personnes ont été violentées ou tuées.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/25/katanga-le-gouvernement-la-monusco-sensibilisent-les-mai-mai-deposer-les-armes/>

Vie politique...

(RDC_11) Radio Okapi – 19/10

Le bureau de l'Assemblée nationale a reçu jeudi 18 octobre le projet de budget pour l'exercice 2013. Discuté jeudi 11 octobre dernier au conseil de ministres, ce budget s'élève à 6 900

milliards de Francs congolais (7,5 milliards de dollars américains). Après analyse au bureau de la chambre basse, le projet sera envoyé à la plénière au cours de laquelle les élus nationaux examineront le contenu de la loi financière particulièrement la répartition par secteur d'activités.

Le projet de budget 2013 connaît un accroissement de plus de 5% [le budget 2012 a été à 7 milliards de dollars américains]. Mais la clef de répartition de ce projet n'a pas été élucidée. Il s'agit notamment des parts allouées aux secteurs suivants : la santé, l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, l'enseignement supérieur et universitaire, la fonction publique et la part allouée aux institutions [l'Assemblée Nationale, le Sénat ou encore la présidence].

Pour répondre à cette préoccupation, le président de l'Assemblée nationale devra convoquer une plénière au cours de laquelle le Premier ministre viendra présenter et défendre ce projet.

En 2012, le gouvernement avait proposé un projet de budget de 8 milliards de dollars américains. L'Assemblée nationale l'avait voté avec amendements. Il a été réduit à 7 milliards de dollars américains.

Comparativement au budget 2012, le gouvernement estime que le budget 2013 représente un léger accroissement de 1,3%, en termes de recettes et le taux de dépenses est évalué à 5,5% par rapport à celui de 2012. Le Produit intérieur brut (PIB) de son côté a atteint, dans ce budget, 32,8% contre 8,6% dans le précédent budget.

Au regard de ces chiffres, le gouvernement congolais estime que ce budget connaît une amélioration en qualité. Mais les analystes économiques ne veulent pas crier victoire, ils attendent la clé de répartition pour mieux juger la qualité de cette prévision.

Justice, Droits de l'homme...

(RDC_12) AFP – 23/10

L'ancien chef de la police congolaise, le général John Numbi, ne comparaitra pas au procès en appel des assassins du militant des droits de l'homme Floribert Chebeya, a annoncé mardi en fin d'après-midi la Haute cour militaire de RDC.

Cette audition avait été demandée par les parties civiles, qui citaient un nouveau témoignage mettant en cause le général Numbi, qu'elles considèrent comme le suspect numéro un dans le meurtre du militant commis en juin 2010.

Le président de la Cour, après avoir lu plusieurs arrêts, a annoncé que la Haute cour militaire "rejette la demande" visant à "constater l'implication du commissaire divisionnaire John Numbi". La Cour avait retardé sa décision sur la comparution du général Numbi, reportant l'audience qui aurait dû se tenir avant le sommet de la Francophonie.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/lu-sur-le-web/2012/10/23/rdc-le-pouvoir-conteste-lidentite-du-temoin-paul-mwilambwe-dans-laffaire-chebeya-rfi/>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/10/24/proces-chebeya-en-appel-le-general-john-numbi-ne-comparaitra-pas/>

<http://www.rfi.fr/afrique/20121023-affaire-floribert-chebeya-general-john-numbi-echappe-proces-rdc-justice-congo-kinshasa>
http://www.africetime.com/rdc/nouvelle.asp?no_nouvelle=699196&no_categorie=
http://www.acpcongo.com/index.php?option=com_content&view=article&id=12878
<http://fidh.org/Le-general-Numbi-ne-sera-pas-12335>

Économie, Finances...

(RDC_13) APA – Belga – 24/10

Le gouvernement congolais a interdit l'importation des voitures d'occasion mises en circulation avant 2002 pour réduire la pollution en RDC, selon un décret du Premier ministre Augustin Matata Ponyo Mapon, cité par l'agence de presse associée (APA) reçue mercredi à Bruxelles.

Le décret de M. Matata, signé le 2 octobre, indique qu'à partir du 2 décembre prochain, tout véhicule d'occasion mis en circulation avant 2002 sera soit réexporté soit détruit au moment de son dédouanement aux frais du transitaire ou du transporteur.

Le président national des importateurs des véhicules en RDC, Freddy Nkumu, a pour sa part affirmé que cette mesure était mal venue. M. Nkumu estime que le gouvernement devrait d'abord baisser les frais de dédouanement des véhicules récents avant de penser à l'interdiction des plus anciens. Il soutient que les frais douaniers en RDC sont les plus élevés de toute l'Afrique. "Je peux vous donner l'exemple de la Rav4 d'occasion d'Europe fabriquée en 1995. Elle coûte entre 800 et 1.000 euros. Mais pour l'importer, il faut payer 4.000 dollars à la douane. Et pour la Rav4 fabriquée entre 2004 et 2008 vendue à 4.000 euros, il faut payer 7.000 voire 8.000 dollars à la douane congolaise", a-t-il expliqué.

Selon l'APA, cette mesure risque de porter un coup au transport en commun kinois. La plupart de véhicules importés pour assurer le transport dans la capitale congolaise ont été mis en circulation il y a plus d'une décennie.

(RDC_13_1) Radio Okapi – 25/10

L'exploitation des forêts de la RDC est illégale et constitue un véritable pillage de ces forêts, selon le nouveau rapport de Global Witness publié ce jeudi 25 octobre à Kinshasa. L'ONG britannique a notamment déploré l'anarchie dans l'attribution des permis d'exploitation forestière. Elle a révélé que pour la seule province du Bandundu par exemple, au moins 146 permis ont été délivrés entre 2010 et 2012.

Le nouveau rapport Global Witness est intitulé: «L'art de l'exploitation industrielle au Congo : comment les compagnies forestières abusent des permis artisanaux pour piller les forêts de la République Démocratique du Congo.» En tout, l'ONG britannique a épinglé dix points illustrant, selon elle, l'exploitation illégale des forêts en RDC.

Lire l'entièreté de l'article sous :

<http://radiookapi.net/environnement/2012/10/25/global-witness-denonce-le-pillage-des-forets-de-la-rdc/>

Lire le rapport sous :

<http://www.globalwitness.org/fr/library/l%E2%80%99utilisation-abusive-g%C3%A9n%C3%A9ralis%C3%A9e-des-permis-de-coupe-expose-les-for%C3%AAs-du-congo-%C3%A0-un-risque>

(RDC_13_2) Radio Okapi – 26/10

Les entreprises chinoises qui exploitent de l'or dans le territoire d'Irumu en Ituri dans la Province Orientale fonctionnent dans « une opacité totale », a déclaré jeudi 25 octobre à Bunia l'administrateur du territoire d'Irumu à l'issue d'une réunion de sécurité. Selon les autorités locales, l'administration minière n'a même pas accès au site exploité par ces sociétés chinoises. Une commission de contrôle a été mise sur pied à cet effet.

L'unique point examiné au cours de cette réunion de sécurité, ouverte également à la presse, a été l'exploitation de l'or par quatre entreprises dans le territoire d'Irumu. Parmi elles, il y a Fametal, basée à Komanda et Gold Dragon Ressources.

Pour les autorités locales, ces opérateurs économiques fonctionnent dans « une opacité totale ». La division des mines, représentée au cours de cette réunion de sécurité, a reconnu n'avoir pas été autorisée à accéder aux sites où se déroule cette exploitation minière.

La société civile d'Irumu a aussi dénoncé le non-respect, voire l'inexistence d'un cahier des charges de ces exploitants miniers avec les populations locales. En RDC, les contrats de concession d'exploitation minière ou forestière s'accompagnent généralement des clauses d'activités sociales au bénéfice des populations locales.

Le représentant de la Police nationale congolaise (PNC) a indiqué que ces entreprises faisaient sortir l'or chaque jour vers une destination inconnue, allant jusqu'à parler du « pillage des ressources naturelles ».

Une commission d'enquête a été installée pour tirer au clair cette affaire d'exploitation minière. Elle doit commencer son travail ce vendredi. Sa première mission : étudier la conformité des documents de ces entreprises minières afin d'en tirer les conséquences.

Ce n'est pas la première fois que les autorités locales font une telle dénonciation. Six expatriés chinois avaient été poursuivis en justice, en mars dernier, pour exploitation illégale de l'or à Komanda et Nia Nia. Mais ils avaient été relâchés «sans raison», selon le Centre d'expertise, exploitation et certification des substances précieuses et semi-précieuses (Ceec). Le service des Mines du district de l'Ituri avait aussi accusé près de cent mille orpailleurs d'exporter frauduleusement de l'or de la zone minière de Mongwalu, à 86 km au Nord-Ouest de Bunia vers les pays voisins.

Ces orpailleurs s'étaient établis dans les zones d'exploitation de la société minière de l'or de Kilo-Moto (Sokimo) dont une partie est sous la responsabilité de la sud-africaine Anglo Gold Kilo (AGK).

Relations extérieures

(RDC_14) Belga – 22/10

Le Premier ministre congolais Augustin Matata Ponyo Mapon a entamé lundi, par un entretien avec le chef de la diplomatie belge, Didier Reynders, une visite officielle de cinq jours en Belgique et en Allemagne qui a pour objectif de présenter "les différents chantiers en cours pour redresser" la RDC.

M. Matata, qui dirige le gouvernement congolais depuis fin avril, s'entretiendra aussi lundi le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, les ministres belges des Finances et de la Défense, Steven Vanackere et Pieter De Crem, ainsi que le numéro deux de la diplomatie de l'Union européenne, Pierre Vimont, et plusieurs commissaires européens.

Mardi, il rencontrera son homologue belge, Elio Di Rupo, les présidents de la Chambre et du Sénat, André Flahaut et Sabine de Bethune, et déjeunera à la chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture Belgique-Luxembourg-Afrique-Caraïbes-Pacifique (CBL-ACP). Il rencontrera aussi des acteurs économiques belges, selon son programme officiel obtenu par l'agence BELGA, avant de quitter la Belgique en fin d'après-midi pour Berlin, où il séjournera jusque vendredi.

Il s'agit de la première visite en Belgique de M. Matata - un ancien ministre des Finances à la réputation de technocrate - depuis son entrée en fonction au sein du gouvernement nommé par le président Joseph Kabila, après les élections contestées du 28 novembre 2011.

(RDC_15) Belga – 22/10

La RDC et la Belgique envisagent de mettre sur pied une commission bilatérale pour traiter des questions économiques, dont les investissements que des entreprises belges pourraient réaliser en RDC, ont indiqué lundi le Premier ministre congolais Augustin Matata Ponyo Mapon et le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders.

"Je suis particulièrement favorable à l'idée de mettre en place une commission entre nos deux pays qui traiterait de ces matières économiques, des réformes dans tous les domaines - financier et économique - mais également du climat d'investissements pour les entreprises", a souligné M. Reynders lors d'un point de presse conjoint avec le chef du gouvernement de Kinshasa. Cette commission rassemblerait à la fois des "officiels" (responsables politiques, des agences régionales à l'exportation) et des hommes d'affaires", a précisé le chef de la diplomatie belge.

M. Matata a pour sa part appelé les entreprises belges à investir davantage en RDC, assurant, au nom du président Joseph Kabila et en celui du gouvernement congolais, de la volonté de Kinshasa de "renforcer les réformes pour créer un climat favorable au secteur privé". Il a rappelé que la RDC a adhéré en septembre au traité de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (Ohada).

(Par ailleurs), Le chef du gouvernement congolais a appelé la Belgique à renforcer sa coopération militaire avec la RDC, qui a déjà permis de former notamment deux bataillons d'élite actuellement déployés dans la province du Nord-Kivu. "Nous apprécions tous les efforts que la Belgique a déployés et nous pensons que la Belgique en tant que partenaire historique et solide de la RDC devra continuer à appuyer les forces armées congolaises par cette coopération bilatérale que nous voudrions renforcer", a affirmé M. Matata.

M. Reynders a pour sa part assuré une nouvelle fois que la Belgique est "prête à poursuivre et renforcer son travail de formation en la matière". Mais il a réitéré son souhait d'une "réforme" et d'une "professionnalisation en profondeur" de l'armée congolaise.

MM. Reynders et Matata ont tous deux plaidé en faveur d'un renforcement de la Mission des Nations unies pour la stabilisation du Congo (Monusco), qui est déjà l'une des principales opérations onusiennes de maintien de la paix. "Le renforcement de la Monusco est une priorité aujourd'hui. La Monusco doit être revigorée. Déjà présente, elle constitue une alternative crédible et réaliste" au déploiement d'une force internationale neutre envisagée par les pays de la région pour éradiquer les nombreux groupes armés présents dans l'est congolais, a souligné M. Matata.

(RDC_16) Belga – 22/10

Le Premier ministre congolais Augustin Matata Ponyo Mapon a assuré lundi que la démocratie était "en route" en RDC, en dépit des inquiétudes souvent exprimées au sein de la communauté internationale, notamment après les élections controversées du 28 novembre 2011.

"Je voudrais vous rassurer que du point de vue du chef de l'Etat (le président Joseph Kabila, ndlr), la démocratie est en route" en RDC, a-t-il affirmé devant la presse à l'issue d'une rencontre avec le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, au premier jour d'une visite officielle en Belgique.

M. Matata a imputé lundi aux exigences de l'opposition le retard pris dans l'adoption d'une nouvelle loi réformant la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), organisatrice des scrutins de novembre dernier, entachés par de nombreuses irrégularités. "La loi sur la réforme de la Ceni traîne (à l'Assemblée nationale) parce que la proposition qui a été faite (par le gouvernement) nécessite des ajustements voulus par l'opposition", a-t-il dit. Il a assuré que la volonté de M. Kabila était de voir cette réforme se réaliser et qu'elle soit adoptée par l'Assemblée.

Le chef du gouvernement congolais a aussi mentionné la création d'une Commission nationale des Droits de l'homme qui a été adoptée le 10 octobre dernier. Il a enfin évoqué le procès en appel des huit policiers congolais pour leur participation à l'assassinat en juin 2010 du militant des droits de l'homme Floribert Chebeya Bahizire, "Le processus est en cours, la justice est indépendante, il faut lui laisser le temps d'évoluer", a affirmé M. Matata, alors que M. Reynders rappelait combien la Belgique était attentive aux réformes, notamment politiques, dans son ancienne colonie.

Lire aussi sous :

http://www.rtb.be/info/monde/detail_conflict-dans-l-est-de-la-rdc-le-rwanda-est-implique-affirme-augustin-matata?id=7861423

(RDC_17) Radio Okapi – 22/10

La frontière entre la RDC et le Rwanda sera désormais fermée entre 18 heures et 6 heures du matin. Dans un communiqué publié le dimanche 21 octobre, le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, évoque « un réaménagement » des horaires d'ouverture et de fermeture des frontières entre Goma (ville congolaise) et Gisenyi (ville rwandaise). Les postes frontaliers de

la Grande et la Petite barrières ouvriront désormais à 6h du matin et fermeront à 18h locales. Mais le communiqué n'explique pas les raisons de cette décision, se limitant à indiquer que la mesure est « en exécution des instructions du gouvernement datant du 19 octobre 2012 ».

Cette frontière était ouverte 24 heures sur 24 « en phase expérimentale » depuis près d'une année à la suite d'une recommandation de la Communauté économique des pays des Grands lacs (CEPGL) dans le cadre de la relance des activités entre le Burundi, le Rwanda et la RDC.

La société civile du Nord-Kivu salue la décision. Son porte-parole, Omar Kavota, estime que la mesure pourrait contribuer à sécuriser davantage la ville de Goma. Les autorités rwandaises n'ont pas encore réagi à cette mesure.

La décision du gouvernement intervient au moment où des extraits du rapport final des experts des Nations unies sur la sécurité dans l'Est de la RDC circulent dans la presse.

(RDC_18) AFP – 22/10

La RDC espère l'aide de l'Afrique du Sud pour répondre aux troubles dans l'Est du pays, a déclaré lundi son ministre des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, en prélude à une visite officielle mardi à Pretoria du président Joseph Kabila.

"Mon plus grand souhait est que la relation positive entre nos deux pays nous aide face aux défis existentiels que nous affrontons. Ils peuvent se résumer en un mot : la sécurité", a déclaré lors d'un point presse M. Tshibanda, après un entretien avec son homologue sud-africain Maite Nkoana Mashabane. "La sécurité des biens, des personnes et des Etats", a-t-il ajouté. "Je me réfère ici à la sécurité dans l'Est de la RDC où nous espérons parvenir à des résultats spécifiques avec l'aide de l'Afrique du Sud".

M. Tshibanda a aussi remercié l'Afrique du Sud pour son soutien durant les élections présidentielles du 28 novembre 2011. "Nous avons eu des élections réussies qui ont été crédibles grâce à l'implication de l'Afrique du Sud. Sans l'aide de l'Afrique du Sud, ces élections n'auraient pas eu lieu", a-t-il ajouté.

Mme Nkoana Mashabane s'est pour sa part félicité des résultats obtenus par la commission binationale dans des domaines de coopération aussi variés que l'immigration, l'eau, les transports ou la création d'une école d'administration publique à Kinshasa. "L'un des secteurs où la coopération bilatérale marche le mieux est la coopération dans le secteur sécurité et défense comme le prouve la formation des militaires et de la police qui continue", a-t-elle dit.

L'Afrique du Sud avait présidé les observateurs déployés par la communauté d'Afrique australe (SADC) pendant le scrutin présidentiel congolais, apportant aussi un soutien logistique, notamment l'impression des bulletins de vote. Pretoria a aussi été prompte à juger le scrutin globalement valable en dépit des irrégularités constatées par des missions d'observation et plusieurs pays. Une attitude dénoncée par la diaspora congolaise vivant en Afrique du Sud, largement acquise à l'opposant Etienne Tshisekedi et qui a manifesté et provoqué des incidents, accusant Pretoria d'entretenir un rapport de collusion avec M. Kabila dans l'espoir d'en obtenir des retombées économiques.

(RDC_19) Belga – 23/10

Le Premier ministre congolais Augustin Matata Ponyo Mapon a assuré mardi avoir obtenu une "oreille attentive" de la part de la Belgique et de l'Union européenne pour trouver une solution rapide à la crise dans l'est de la RDC, en proie à une nouvelle rébellion, soutenue, selon lui, par le Rwanda.

"Nous avons eu une oreille très attentive quant à l'appui de l'Europe et de la Belgique pour une solution rapide à cette question", a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse clôturant une visite de deux jours à Bruxelles pour plaider la cause de la RDC face à cette "agression" et défendre les réformes économiques entreprises par son gouvernement. "Il est important que les autorités belges et de l'Union européenne sachent la réalité" de l'implication d'officiels rwandais dans la mutinerie du Mouvement du 23 mars (M23), qui affronte l'armée gouvernementale dans la province du Nord-Kivu (est), a affirmé M. Matata, martelant que "la partie est du pays est sous l'agression d'un pays voisin".

Le Premier ministre congolais a également assuré avoir reçu des "engagements fermes" de la part du gouvernement belge pour l'"accélération" du processus de formation - par des instructeurs belges - d'unités supplémentaires des Forces armées de la RDC (FARDC), au-delà des deux bataillons déjà formés. "Nous avons eu des discussions très constructives non seulement avec le ministère de la Défense, mais aussi avec le Premier ministre (Elio Di Rupo) qui est resté très attentif aux solutions qu'il faut apporter de manière globale à la situation dans l'est du pays", a-t-il dit.

Lire aussi sous :

<http://radiokapi.net/actualite/2012/10/23/lunion-europeenne-encourage-la-rdc-consolider-letat-de-droit-la-democratie/>

http://www.rtbf.be/info/belgique/detail_augustin-matata-invite-elio-di-rupo-a-kinshasa?id=7861565

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/773450/le-congo-veut-rassurer.html>